

politique et des paramètres de la sécurité là-bas, et vu ce que coûterait l'acquisition de nouveaux chars de combat et des équipements connexes. Trois grandes options existent : laisser un groupe-brigade en Europe et le rééquiper de nouveaux chars de combat; modifier la contribution du Canada en Europe en y déployant essentiellement un groupe-bataillon qui compterait environ 2 000 membres; ou retirer d'Europe toutes les forces terrestres canadiennes s'y trouvant. La taille que l'armée conservera au Canada dépendra elle aussi beaucoup du choix que le gouvernement fera parmi ces options.

Mises à part les opérations militaires en tant que telles, il existe d'autres fonctions afférentes à la défense; citons les communications, l'instruction, la logistique, les services d'état-major et l'entretien des bases et installations. À l'heure actuelle, les effectifs de ces éléments représentent plus de la moitié de tout le personnel militaire et civil du ministère de la Défense nationale, et plus du tiers du budget de la Défense leur est consacré. Le gouvernement devra déployer de nouveaux efforts pour alléger le soutien et l'infrastructure de défense s'il veut éviter que les forces armées se transforment en un appareil administratif archi-lourd et que toute la structure de défense finisse par «implorer».

Quand il opérera des changements, le gouvernement devra se soucier de la viabilité militaire, tout en se rappelant que les forces armées jouent des rôles importants dans la société canadienne, rôles qu'il lui faudra respecter à mesure que les ajustements s'effectueront. Par exemple, les forces armées réussissent à merveille à doter de compétences techniques et autres les milliers de recrues qui s'y enrôlent chaque année. Voilà qui représente une contribution fort valable à l'économie canadienne!